

Berne, le 5 mai 1981

CONFIDENTIELNote au Conseil fédéralMes impressions de voyage au Canada

Au cours du voyage officiel que j'ai effectué du 25 avril au 2 mai au Canada, j'ai eu des contacts aux trois niveaux suivants :

1. A Ottawa, les 27 et 28 avril, j'ai procédé à un échange de vues avec mon collègue, le ministre des affaires étrangères du Canada, M. Mark MacGuigan, sur quelques problèmes internationaux d'intérêt commun. J'ai constaté avec mon interlocuteur une très large convergence sur les sujets abordés.

En ce qui concerne la Conférence de Madrid (CSCE), les deux délégations estiment qu'il est essentiel que cette réunion débouche sur l'adoption d'un document équilibré où des problèmes comme ceux d'une meilleure protection des droits de l'homme trouveront une place égale à ceux du désarmement. J'ai exposé à mon collègue que la Suisse, qui est un des rares pays à la Conférence de Madrid à n'avoir pas proposé la tenue d'une conférence européenne de désarmement, peut se déclarer d'accord avec une initiative émanant d'un certain nombre de pays occidentaux, dont le Canada, d'organiser une conférence consacrée au désarmement en Europe en deux phases et intimement liée au processus de la CSCE. M. MacGuigan et moi sommes parfaitement d'accord sur le fait qu'il n'est pas question de nous engager dans une négociation sur le désarmement avant que la confiance qui fait défaut entre l'Est et l'Ouest ne soit restaurée. La délégation canadienne a exprimé l'avis que la Conférence de Madrid va durer plus longtemps que prévu.

Les analyses que nous avons faites de la situation en Pologne ou en Afghanistan ont été largement convergentes.

- 2 -

Au sujet du dialogue Nord-Sud, nos entretiens au niveau des ministres et des experts nous ont permis :

- a) de rappeler nos positions sur les négociations globales, les Sommets d'Ottawa et de Mexico. Les Canadiens les partagent largement;
- b) de nous informer sur les vues canadiennes en ce qui concerne :

i les négociations globales

A cet égard, nous avons constaté

- que nos partenaires continuent de croire aux négociations globales faute d'alternative valable,
- que leur lancement pourrait n'intervenir qu'en fin d'année, une fois terminé le "processus éducatif" de l'administration Reagan,
- que les Canadiens s'emploient d'ores et déjà activement à rallier les Américains sans les isoler,
- que nos partenaires englobent la Conférence ministérielle de l'OCDE et les Sommets d'Ottawa et de Mexico dans ce "processus éducatif",
- que les Canadiens sont préoccupés de la période délicate qui s'écoulera entre la fin du mandat du Président de l'Assemblée générale de l'ONU, M. von Wechmar, cet été et le ralliement américain qui lui sera postérieur - s'il se produit.

ii le Sommet d'Ottawa

Nous avons constaté à cet égard

- que la phase cruciale de préparation ne fait que débiter,
- que la pondération des différents points de l'ordre du jour (notamment entre les problèmes économiques et le Nord-Sud) n'est pas encore pleinement acquise,
- que les conceptions de la nouvelle administration américaine en matière Nord-Sud ne sont pas encore clairement établies malgré la production d'un document de réflexions pour Ottawa,

- 3 -

- que le redéploiement de la proportion de l'aide américaine entre ses composantes bilatérale et multilatérale pourrait être moins révolutionnaire qu'annoncé en raison d'une perception plus claire qui semble se dessiner aux Etats-Unis qu'en fin de compte les deux formes d'aide participent à l'objectif de sécurité prôné par les Américains,
- que les Canadiens entendent confirmer l'importance prioritaire qu'ils attachent à l'assistance énergétique à dispenser aux PVD (Conférence de Nairobi sur les sources d'énergies nouvelles et renouvelables, création d'une filiale énergétique de la BIRD),
- qu'ils ont d'ailleurs finalisé à cet effet les travaux relatifs à la création d'une société nationale pour faciliter avec des fonds concessionnels le développement des ressources énergétiques des PVD.

iii le Sommet de Mexico

Il est resté peu de temps pour en parler. D'ailleurs, à ce stade, il n'est pas encore prioritaire pour les Canadiens absorbés surtout par la préparation du Sommet d'Ottawa. En outre, nous avons gagné l'impression que les Canadiens ne veulent pas se voir trop impliqués dans les délicates questions de procédure qui prévalent actuellement (invitation à l'URSS, non invitation à Cuba et implications pour le Mexique, présence possible de Reagan et de Brejnev).

Au chapitre des relations bilatérales, le ministre des affaires étrangères du Canada a pris l'initiative d'aborder

A) les problèmes de la coopération nucléaire entre nos pays, à l'issue d'un déjeuner de travail. L'entretien, qui s'est déroulé dans un esprit de grande compréhension, a été ensuite approfondi au niveau des experts. Le câble relatant le résultat des entretiens qui ont eu lieu tant au niveau des ministres que par l'intermédiaire

- 4 -

de mon collaborateur, M. von Arx (spécialiste des questions nucléaires), avec ses homologues canadiens ayant été porté à votre connaissance le 29 avril, je me borne à le préciser de la manière suivante :

Les discussions ont porté sur l'Accord de coopération concernant l'utilisation pacifique de l'énergie atomique conclu entre les deux Etats le 6 mars 1958, ainsi que sur le projet de document élaboré par les experts des deux parties entre 1976 et 1979 en vue de compléter ledit Accord. Nos interlocuteurs ont exposé pourquoi les autorités canadiennes ont été appelées à définir une politique très stricte en matière de non-prolifération et pourquoi elles n'avaient pas l'intention de la modifier à l'égard d'aucun partenaire. Ils ont regretté que l'accord complémentaire qui semblait devoir être accepté par les deux parties au début de 1979 n'ait pu être signé.

Nous avons répété la position suisse selon laquelle les conditions de fourniture fixées dans les accords bilatéraux ne devraient pas aller au-delà du niveau convenu sur le plan multilatéral. Nous avons demandé à nos interlocuteurs de commenter les expériences qu'ils ont faites en matière de coopération nucléaire avec d'autres Etats qui ont déjà accepté l'accord complémentaire.

Les Canadiens estiment que la coopération qui s'est instaurée se développe normalement et ont indiqué que des négociations sont en cours avec la Yougoslavie et le Mexique par exemple. Le Canada prétend n'imposer aucune condition trop draconienne à ses partenaires. Il estime avoir une attitude assez souple en la matière et se trouver d'ailleurs dans ce contexte en bonne compagnie avec l'Australie et les Etats-Unis où il ne faut, selon eux, pas escompter de grands changements. D'ailleurs, il serait erroné de s'attendre à des développements importants dans le domaine nucléaire multilatéral car il s'agit là d'un processus de longue durée.

- 5 -

L'intransigeance officielle canadienne en la matière est-elle aussi absolument sans faille qu'il y paraît ? Il est permis d'en douter puisque l'influent sénateur Lamontagne m'a déclaré être convaincu que le Parlement canadien sera amené à réexaminer la politique nucléaire nationale. Pour sa part, le négociateur en chef des questions nucléaires au ministère des affaires étrangères d'Ottawa aurait déclaré à M. Von Arx être au regret de ne pas pouvoir bénéficier d'une plus grande marge de manoeuvre dans son secteur de négociation.

B) A la demande de l'Office fédéral de la propriété intellectuelle, nous avons repris la question de l'enregistrement et de l'emploi abusifs du nom "suisse" au Canada. Nous sommes satisfaits de voir que les Canadiens vont faire largement droit aux démarches suisses de 1978 et 1980 en restreignant notamment l'enregistrement de marques incluant des indications géographiques d'origine. Notre ambassade à Ottawa se procurera les ordonnances y relatives.

C) La nouvelle législation bancaire canadienne nous a créé quelques problèmes de réciprocité. Nous avons profité de la présence de l'inspecteur général des banques, M. Kennett, à quelques manifestations officielles pour lui réitérer notre intérêt d'une application souple et pragmatique des nouvelles dispositions législatives canadiennes envers la Suisse. M. Kennett nous a assurés de son concours.

D) La "nouvelle politique énergétique" canadienne qui vise notamment à "canadiser" et renforcer le contrôle gouvernemental sur l'industrie pétrolière et du gaz naturel enfreint le principe de la liberté des investissements que nous défendons. Nous avons utilisé nos contacts au Ministère des finances et à la Banque du Canada pour réaffirmer notre position. Ce problème divise d'ailleurs les Canadiens. Nous avons appris que la nouvelle politique énergétique était en partie responsable de la faiblesse relative du dollar canadien (facteur psychologique) et qu'il y avait eu quelques désinvestissements, ventes de titres canadiens et sorties de capitaux.

- 6 -

Le 28 avril, j'ai été reçu à Ottawa par le Gouverneur général du Canada, M. Edward Richard Schreyer. Je me suis entretenu avec M. Jean Chrétien, Ministre de la justice et Procureur général du Canada.

2. Le second volet de mon voyage au Canada s'est déroulé à Toronto. J'ai officiellement inauguré, le 29 avril, dans la Tour "Canada National" l'exposition intitulée "Les semaines suisses".

Cette exposition, qui fermera ses portes le 18 mai prochain, est destinée à faire mieux connaître la Suisse au Canada. Brillamment conçue et organisée par l'Office national suisse du tourisme (ONST), l'Office suisse d'expansion commerciale (OSEC), en étroite collaboration avec le Consulat général de Suisse à Toronto, lequel a effectué un travail remarquable, cette manifestation consacre le développement réjouissant de nos échanges commerciaux, culturels et touristiques avec le Canada. MM. les Directeurs Mario Ludwig (OSEC) et Walter Leu (ONST) ont assisté au vernissage de l'exposition qui, par sa présentation attrayante et harmonieuse dans divers secteurs, est appelée à connaître un grand succès dans une ville en pleine expansion. Les premières impressions recueillies des nombreux hommes d'affaires présents à Toronto le 29 avril sont très positives.

3. Le troisième volet de ma mission au Canada a été consacré à nouer des contacts avec les membres des communautés suisses tant à Toronto qu'à Montréal. J'ai prononcé devant les Chambres de commerce canado-suisse de ces deux villes en plein développement un exposé de teneur politique, économique et Nord-Sud. Un nombre record de participants a été enregistré lors de ces deux conférences. Les hommes d'affaires et les banquiers présents ont vivement apprécié le fait qu'un membre du Conseil fédéral leur adresse la parole.

- 7 -

4. En conclusion, j'estime que le bilan de mon voyage est très positif compte tenu des objectifs qui avaient été fixés et que j'avais précisés à la télévision suisse romande dans une interview accordée le 23 avril dernier à M. Dominique von Burg dans le cadre de l'émission "Actuel". J'ai eu tout au long de mon séjour au Canada des entretiens substantiels et utiles aussi bien au niveau diplomatique bilatéral avec mon collègue M. MacGuigan, qu'avec mes divers interlocuteurs lors des manifestations de caractère plus économique. Je regrette cependant deux choses :

1^o) que la presse suisse, dès avant mon départ pour le Canada, ne se soit pas départie de l'impression que je me déplaçais outre-atlantique avec comme tâche prioritaire d'effectuer une percée dans le domaine des livraisons d'uranium canadien à la Suisse, alors même que j'avais tracé les limites du dialogue à instaurer sur ce point.

2^o) Concernant la position suisse relative à une conférence européenne sur le désarmement, il est malheureux qu'une fausse information émanant d'une agence de presse canadienne ait été reprise en Suisse, notamment par l'Agence France Presse (AFP), puis diffusée dans plusieurs journaux de notre pays.



Pierre Aubert